

falloir orienter les efforts. Après une décennie où il a surtout été question de comprendre, il s'agit à présent de continuer d'agir. N'oublions pas que les limites des études d'hier sont aussi des bases de travail dont il ne faut pas se priver aujourd'hui.

Parce qu'au Cameroun, comme partout, le sida est loin d'être une fatalité.

Fred Eboko

*CEAN-IEP, équipe de recherche
CNRS/Bordeaux II*

Présences africaines à la conférence Habitat II Istanbul, juin 1996

SOUVENT considérée comme une « jachère » de l'économie-monde, l'Afrique était confrontée à un pari d'importance : utiliser la dernière rencontre onusienne du siècle pour affirmer une présence, fût-elle modeste, sur la scène internationale. L'occasion s'y prêtait. La ville constituait le thème central de la conférence d'Istanbul et nul n'ignore que le continent africain connaît depuis plusieurs décennies les rythmes d'urbanisation les plus rapides du monde. L'une des rares institutions onusiennes basées en Afrique (à Nairobi), le CNUEH (Comité des Nations unies pour les établissements humains), était en outre, chargé de l'organisation de la conférence. Enfin le secrétaire général des Nations unies et son délégué (M. Wally N'dow) chargé de l'organisation de la conférence viennent tous deux du continent africain.

Ces atouts auraient sans doute mieux joué si l'on ne s'était pas trouvé confronté assez rapidement à

une tentative de détournement de conférence. Comme à l'occasion des sommets précédents (en particulier le sommet du Caire sur la population et de Pékin sur les femmes), il a fallu batailler ferme pour éviter que la « Sainte-Alliance » (Vatican et Iran en tête) n'impose ses vues sur les droits des femmes et le respect des valeurs religieuses. Monnayant son soutien aux pays occidentaux contre des concessions sur la dette, le Sud (en l'occurrence le groupe des 77 où l'Afrique tient un rôle de figurant) a pris une position ambiguë mais compréhensible dans ces marchandages.

L'Afrique était-elle concernée par les enjeux d'Istanbul ?

*La ville peut-elle devenir un acteur
de la scène internationale ?*

Collectivités locales et ONG ont gagné plus qu'un strapontin en

étant effectivement présentes, avec les États, à la table de négociation de la déclaration finale. Même si une telle rupture dans les pratiques en vigueur au sein de la communauté internationale ne s'est pas accomplie sans grincements de dents, un pas a été franchi dans la promotion d'un partenariat entre

de cet enjeu, les Américains en particulier refusant absolument que l'on aille plus loin que la reformulation des vœux pieux exprimés lors des conférences précédentes. La déclaration finale d'Istanbul fait ainsi état, non des « obligations » mais des « responsabilités » des États en matière de droit au logement et rien ou presque

l'ouverture de la conférence officielle. Le seul intervenant africain francophone dans ce débat assume par ailleurs des responsabilités au sein du dispositif onusien (PGU) ; les autres intervenants étaient tanzanien, nigériens et sud-africain. Il est intéressant d'observer qu'aucun représentant du comité des ONG africaines ne figurait dans le panel ni même n'assistait à la séance.

Les ONG

Omniprésentes à Rio en 1992 pour traiter des questions d'environnement, les ONG étaient à la fois moins représentées à Istanbul et manifestement moins à l'aise sur les problèmes urbains. Elles manifestèrent leur incapacité à présenter un front uni comme en témoigne l'éclatement prématuré (sur fond d'affrontement Nord-Sud) de leur structure coordinatrice (l'Internatio-

Sud-Sénégal, avec, pour la première, la Fondation pour la recherche contemporaine et le National Housing Forum, et, pour le second, l'ENDA à qui avait été confiée la préparation et l'organisation d'Habitat II. Le plan d'action adopté par le comité des ONG africaines le 11 juin affirme que « les Africains doivent trouver les moyens de façonner leur propre vision du développement et défendre celle-ci dans le contexte international » et revendique pour les ONG le rôle d'interlocuteur des structures officielles de suivi de Habitat II.

Peu de voix africaines en revanche dans le concert des « sans-voix », c'est-à-dire des groupes communautaires de base auxquels la Fondation pour le progrès de l'homme offrait une tribune. Dans le cadre de la conférence officielle et du forum des ONG, la question des femmes regroupées au sein